COMPTE RENDU
Réunion de la CLE
Jeudi 12 Décembre 2025

Ordre du jour

- **17h00- Bilan de l'année 2025 du contrat de BV et présentation de l'année 2026, 1ère année de l'Accord de territoire (ADT) du Couesnon 2026-2028** - *présentation par Emmanuelle GAUTHIER coordinatrice du contrat de BV et de l'ADT du Couesnon*
- **18h00 – Bilan 2025 et Feuille de route 2026-2030 du SAGE pour validation** - *présentation par Sylvie LE ROY, coordinatrice du SAGE Couesnon*
- **19h00 – Pot de fin d'année**

Rédaction : LE ROY Sylvie

Personnes présentes

Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon — **Mardi 16 Décembre 2025 à 17h00**

Président de la CLE : Joseph BOIVENT

Organisme	Nom	Prénom	Inscription	Mandat	Signature
Collège Elus					
Région Normandie	VOGT	Pierre	excusé		
Région Pays de la Loire	DESILLIERE	Florence			
Région Bretagne	PERRIN	Stéphane			
Département d'Ille et Vilaine	SOULABAILLE	Yann	excusé		
Département de la Manche	DENOT	André	1	CD	
Département de la Mayenne	TARLEVE	Claude			
Communauté de communes du pays de Dol et de la baie du Mont-Saint-Michel	HERY	Jean-Pierre			
Communauté de communes de Bretagne Romantique	GUERCHE	Sandrine			
Liffré Cormier communauté	VEILLAUX	David	1		
Communauté de commune de l'Ernée	BUCHARD	Constant			
Fougères Agglomération	PARLOT	Cécile	excusée		
Val d'Ille Aubigné	MOREL	Gérard			
Mont-Saint-Michel Normandie agglomération	BICHON	Vincent	excusé		
Vitré Communauté	BERHAULT	Marie Louise	excusée		
Couesnon Marches de Bretagne	EON	Jean-Yves	~~excusé~~ P		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BRARD	Michel	1		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	COUASNON	Hubert			
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	AVRIL	Henri	excusé P		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	ISAMBARD	Albert			
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	LEONARD	Gilbert			
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	CHAPDELAINE	Rémi	1	Maire	

Organisme	Nom	Prénom	Inscription	Mandat	Signature
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	LEFEUVRE	Diana	excusée		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	JANVIER	Thomas	excusé		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	COIRRE	Jean-Pierre	1		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BALLUAIS	Michel	excusé		
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BRARD	Hervé			
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	FORET	Alain			
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	VASLET	Didier	excusé		
Représentants des maires de la Manche	NOEL	Didier			
Représentants des maires de la Manche	GUERIN	Jean-René			
Représentants des maires de Mayenne	GAHERY	Jean-Paul			

Organisme	Nom	Prénom	Inscription	Mandat	Signature
Collectivité Eau du bassin rennais	PINAULT	Pascal	excusé		
Eau du Pays de Fougères	BOIVENT	Joseph			
Syndicat Mixte du Couesnon Aval	HALAIS	Louis			
Syndicat Loisance Minette	DESLOGES	Jean			
Syndicat départemental de l'eau de la Manche	RABASTE	Yann			
Collège Usagers					
Chambre d'Agriculture de la Manche	LECOMPAGNON	Philippe			
Chambre d'agriculture de la Mayenne	ROULAND	Bruno			
Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine	SALMON	Florian	1		
Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Saint-Malo - Fougères	LAGADEC	Marie-Claire	1		
Comité Départemental du canoë-kayak d'Ille-et-Vilaine	DUCOURET	Bernadette	1		
Eau et Rivières de Bretagne	MAUDET	Annie	excusée		
Eau et Rivières de Bretagne	BELLENFANT	Joël			
Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique d'Ille et Vilaine	LEMEE	Hervé			
Groupement des agrobiologistes d'Ille-et-Vilaine	FRETAY	Sonia	1		
La Passiflore	HARVEY	Mathilde	excusée		
La Passiflore	BOUREL	Gérard	1		
Réseau d'Education à l'Environnement du Pays de Fougères	BERNIER	Dominique	1		
Réseau d'Education à l'Environnement du Pays de Fougères	JUIGNET	Ludovic	~~excusé~~ 1		
Section régionale de la conchyliculture de Bretagne nord	~~HURTAUD~~ ROCHARD	~~Frédéric~~ Philippe			
Syndicat départemental de la propriété privée rurale d'Ille-et-Vilaine	BARBIER	François			
UFC-Que choisir	BELLOIR	Daniel	1		

Organisme	Nom	Prénom	Inscription	Mandat	Signature
Collège Etat					
Agence de l'Eau Loire Bretagne	Le directeur	M. Patrick LUNEAU	excusé		
Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Manche - MISEN	Le directeur	Mme Alexandra DAVID	excusée	DDTM35	
Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine - MISEN	Le directeur	Mme Martine PINARD	excusée		
DREAL de bassin Loire Bretagne	La préfète coordonnatrice du bassin Loire Bretagne		excusée		
Office Français de la Biodiversité - Délégation régionale Bretagne	Le directeur	M. Samuel MAUDET	1		
Préfecture de la Manche	Le préfet				
Préfecture de la Mayenne	Le préfet				
Préfecture d'Ille-et-Vilaine	Le préfet				
Sous-préfecture de Fougères-Vitré	Le sous-préfet de Fougères-Vitré		1		

Autres personnes présentes

Fougères Agglomération	HARDOUIN	Maëla	1		
DDTM 35	BOUREL	Johann			
SCM	ABEL	Simon			
SCM	Joachim	Nicolas			

Résumé

Les membres de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon valide à l'unanimité des membres présents :

- le bilan de l'année 2025 du contrat de bassin versant du Couesnon et le prévisionnel 2026 de l'Accord de Territoire qui prend le relais du contrat pour les années 2026 à 2028
- le bilan de l'année 2025 et le prévisionnel 2026 du SAGE ainsi que la feuille de route pluri-annuelle 2026-2030

1. **Bilan de l'année 2025 du contrat de BV et présentation de l'année 2026, 1ère année de l'Accord de territoire (ADT) du Couesnon 2026-2028**

présentation par Emmanuelle GAUTHIER
coordinatrice du contrat de BV et de l'ADT du Couesnon

Milieux aquatiques

M. Salmon : j'ai déjà attiré l'attention lors du comité de pilotage des Drains sur les 400 000 euros qui vont être dépensés pour des études. Je trouve le montant important par rapport à ce qui a déjà fait en matière d'études.

M. Sourdin : il s'agit ici d'une étude pour comprendre le fonctionnement des drains ; on ne comprend les interactions entre eaux souterraines, eaux superficielles et Drains : on ne peut faire de travaux en particulier sur la restauration morphologique des cours d'eau tant que l'on ne connait pas ce fonctionnement.

M. Boivent : concernant l'étude sur les Drains, CEBR souhaite aussi mener une restauration de fond sur tout le réseau de drains. Pour cela, ils ont besoin de connaitre comment ça marche et d'instrumenter les sites. On commence aussi à le faire en forêt de fougères avec les agents mais il nous faut aussi de l'instrumentation. Le montant des études est à mettre en regard des volumes qui sortent de ces drains. Il convient effectivement de veiller à la pertinence et ne pas refaire ce qui a déjà été fait en matière d'études mais on est sur une estimation de travaux de plusieurs millions d'euros.

M. Soulabaille : sur le bilan 2024, y a-t-il des deltas importants par rapport à 2024. Y a-t-il du recul sur la continuité écologique ?

Mme Gauthier : 2025 est une très grosse année, plus importante que 2024. On est dans le même niveau d'augmentation sur les 3 syndicats. C'est monté crescendo, le temps que les techniciens prennent leurs marques.

M. Boivent : L'AELB demandait cette montée en ambition aussi bien au niveau des recrutements que des travaux. On une montée en charge conforme aux prévisions, ce qui est satisfaisant.

M. Maudet : Sur la continuité des cours d'eau, il y a eu un travail très important de fait sur le BV Couesnon qui est exemplaire à l'échelle départemental. Le dernier ouvrage bloquant sur le Couesnon est celui de Champinel. Sur la Chatière, dont les travaux sont récents, il n'y a pas encore de recul sur la possibilité de remontée des saumons. On est en pleine période de reproduction. Cela sera vérifié par la fédération de pêche d'Ille et Vilaine. Sur le château de Fougères, les résultats des travaux sont bons : 96% des truites marquées ont passé les passes à poisson, de même que 85% des anguilles. Il y a aussi des chevaines et des lamproies. Une fois que le gué Landry sera aménagé, il y a de bonnes chances que les anguilles remontent jusqu'en forêt de Fougères.

Bocage

M. Boivent : on entend encore qu'il y a encore de la destruction de bocage. Pourtant, je ne vois pas beaucoup de haies partirent.

M. Eon : ça peut arriver.

M. Sourdin : tous les ans on observe des destructions mais c'est le principe du « pas vu, pas pris » !

M. Duponcheel : Il y a toujours le risque des abattages des haies déclarées en alignement d'arbres à la PAC et qui échappent ainsi à l'obligation de protection. Il peut aussi y avoir de l'abattage sévère mais

si les haies sont gérées en cépée, il n'y a pas de souci. Si les haies sont protégées au titre des documents d'urbanisme, la surveillance relève de la police du maire.

Mme Le Roy : nous avons plusieurs fois demandé au SCOT du Pays de Fougères, qui possède également la compétence d'instruction du droit des sols de mettre en place un observatoire du bocage, ce qui permettrait de suivre de près les créations et destructions.

M. Duponcheel : Une étude portée par la Région Bretagne avait montré qu'entre 2008 et 2020 avant la protection de la PAC, avec les plantations menées dans le cadre de Breizh Bocage, on venait tout juste compenser ce qui était arasé.

Mme Gauthier : En Bretagne, la politique Breizh Bocage a permis de compenser contrairement à d'autres régions qui ont perdu beaucoup de haies.

Pollutions diffuses

M. Belloir : qu'en est-il du captage des Echelles ? Est-ce que la qualité s'est améliorée ?

M. Boivent : En 2023, nous étions en capacité de demander une autorisation de prélèvement mais nous avions suffisamment d'eau sur le bas Sancé et avec les travaux sur la continuité menés sur les Echelles, nous ne sommes plus en capacité de repomper. Il n'y a pas de projet de prélever à nouveau sur ce captage. La qualité était très dégradée, elle s'est améliorée et se maintient désormais. Les périmètres de protection de captage (PPC) existent, et on est tout près de l'usine de Quincampois. On garde cette ressource mais elle reste vulnérable en période d'étiage. Nous sommes plutôt en train de rechercher des ressources en eaux souterraines ou pour du stockage en carrière pour compenser les baisses de productivité dans les ressources en rivière en période d'étiage.

Aménagement de bassin versant

M. Boivent : c'est une nouvelle manière de faire de la lutte contre les pollutions diffuses. La thématique des nitrates est quasiment épuisée. En matière d'érosion des sols, du fait du changement climatique, on a un risque qui s'avère plus fréquent avec des épisodes plus intenses à des moments où les sols sont nus. Qui s'en charge ? est-ce que ce sont les EPCI ou les syndicats de bassin versant ? On a décidé d'y aller en partenariat avec les autres structures. On va défricher le sujet qui est novateur.

Mme Gauthier : Vous allez en entendre aussi parler sur d'autres territoires comme celui du SAGE Vilaine qui va également mener ce type de politique.

Sensibilisation

M. Juignet : cette année, nous avons beaucoup de demandes des écoles, malgré la baisse de financement de l'AELB.

Mme Gauthier : Le devenir du projet de sensibilisation des scolaires est incertain car l'AELB arrête le financement. CEBR s'engage jusqu'en 2028 mais arrête ensuite. Les autres collectivités du territoire n'ont pas encore indiqué quelle suite elles allaient donner.

Conclusion

M. Boivent : ça commence à représenter de l'argent d'investi à l'hectare. Il s'agit d'un investissement pour les générations futures et pour le bon fonctionnement du Grand cycle de l'eau. Pour vous donner un élément de comparaison, cela représente l'équivalent du montant des impôts fonciers (foncier non bâti), ce qui reste une somme tout à fait acceptable. Par ailleurs, je souligne le bon investissement des techniciens, animateurs qui doivent convaincre les riverains et les agriculteurs du bien-fondé des travaux et actions à mener. On doit être conscient de la difficulté de votre métier d'animateur.

2– Bilan 2025 et Feuille de route 2026-2030 du SAGE pour validation –

présentation par Sylvie LE ROY, coordinatrice du SAGE Couesnon

M. Boivent : Des discussions ont lieu en ce moment entre les techniciens voire les élus du SBC et de CEBR. Il faut optimiser les ressources en eau. Néanmoins les prises d'eau de CEBR sont particulières dans le sens où il n'y a pas de retour sur le BV via les rejets de station d'épuration.

M. Denot : Oui nous sommes là pour défendre notre territoire. Ont-ils d'autres possibilités ?

M. Boivent : Oui, ils ont d'autres ressources majeures comme la retenue de Rophemel, celle de la Chèze et la prise d'eau sur le Meu. Nous sommes interdépendants les uns des autres à l'échelle départementale et c'est dans ce cadre-là qu'on doit coopérer. Michel Demolder souhaite intervenir à la CLE du Couesnon.

M. Soulabaille : Quand aurons-nous les résultats de l'étude HMUC ?

Mme Le Roy : Normalement, fin 2026.

M. Soulabaille : Pourquoi cette hausse demandée par CEBR ?

Mme Le Roy : Le souhait récent était de demander de prélever annuellement l'équivalent du prélèvement journalier maximum sur les deux ressources (Couesnon et Drains) multiplié par 365 jours et pour y arriver, la période d'étiage ne permettant pas d'atteindre ce maximum, CEBR demande des relèvements de seuils hors période d'étiage par ressource en restant sur le même maximum pour les 2 ressources. L'hiver, ils rempliront le barrage de la Chèze et s'alimenteront dans le Couesnon qui présente de plus gros débits à cette époque-là. L'augmentation est sur ces seuils intermédiaires par ressource, et sur le dépassement du seuil moyen par ressource inscrite dans le 1er arrêté.

M. Soulabaille : C'est une solution de sécurisation.

M. Boivent : Oui, mais chaque syndicat de production aura à faire des efforts pour être en conformité avec le plan national sur l'eau qui préconise de baisser de 10% les prélèvements.

Mme Lefeuvre : Il faut que ce soit vraiment dans cette logique de sécurisation. Il faut que ce soit départemental et il faut qu'on ait des garanties. Pas comme en 2022, où chacun devait se débrouiller avec ses quantités d'eau.

M. Soulabaille : Concernant les observations des écoulements dans les cours d'eau, quelle est la base de ces enquêtes ?

Mme Le Roy : On utilise l'outil enquête d'eau de l'OFB. On peut ainsi comparer nos observations avec des observations nationales.

M. Duponcheel : c'est un outil qui peut être utilisé par tout un chacun. Il permet de bancariser des données de chez nous et de les partager.

Martine Pinard : en termes de gestion quantitative, le fait d'intégrer les conclusions de l'étude HMUC à terme constitue une modification substantielle du SAGE. Vous devrez donc partir dans tous les cas sur une révision totale.

Mme Le Roy : Ce n'est pas ce que j'avais lu mais je note cette information. Cependant, entre révision totale et révision partielle, les phases sont assez similaires. Seul le diagnostic et la phase scénarios prospectifs sont absents en cas de révision partielle.

Mme Lefeuvre : en effet, c'est écrit qu'une révision partielle correspond au changement d'une partie du SAGE seulement.

M. Boivent : De mon côté, je plaiderais plutôt pour une révision totale car le travail de prise de connaissances des nouveaux élus est important. La durée d'une révision totale pourrait ne pas être si importante que ça.

Mme Le Roy : Avec une révision partielle, nous serions sur une approbation à la mi-2029, contre fin 2029, en cas de révision totale.

M. Soulabaille : En plus de la rencontre avec Emma Haziza, sera-t-il possible de présenter l'état des lieux aux nouveaux élus ?

Mme Le Roy : Oui on pourra le faire mais dans un autre cadre que la conférence et table ronde.

M. Boivent : A l'issue de la présentation de la feuille de route pluri-annuelle du SAGE, avez-vous des remarques, des observations ou objections ? Non ? Dans ce cas, la feuille de route 2026-2030 du SAGE est validée à l'unanimité des membres présents.